

Un survol rapide et subjectif de l'histoire de la pensée économique depuis Adam Smith jusqu'au 21ème siècle.

La société statique de l'Antiquité au mercantilisme

Durant la majeure partie de l'histoire connue de l'humanité, les individus semblent avoir accepté, et dans certains cas soutenu, une société statique et prévisible. Un jeune serf du 12ème siècle pouvait s'attendre à travailler la même parcelle de terrain du propriétaire féodal jusqu'à ce que la maladie, la famine, les désastres naturels ou la violence ne lui ôtent la vie. Et cette fin venait souvent rapidement. L'espérance de vie à la naissance était, en moyenne, de vingt - cinq ans, comme elle l'avait été au cours des précédents millénaires. De plus, le serf devait s'attendre à ce que ses enfants, et à leur tour, ses petits-enfants, cultivent le même lopin de terre. Une telle vie programmée représentait peut-être une certaine sécurité, confortée par une hiérarchie sociale et légale qui laissait peu de place à la liberté d'entreprise.

Il est certain que l'amélioration des techniques agricoles et l'extension du commerce au-delà des manoirs féodaux pourtant largement auto-suffisants accroissent progressivement la division du travail et augmentent les niveaux de vie et les populations, mais cela se produit à un rythme extrêmement faible. Au quinzième siècle, l'écrasante majorité de la population participe aux mêmes activités productives que celles de leurs ancêtres plusieurs siècles auparavant.

Adam Smith vit à une époque où les forces du marché commencent à éroder les rigidités des pratiques féodales et médiévales encore en place et du mercantilisme qui a suivi. L'idée d'individus capables d'agir de façon indépendante des contraintes ecclésiastiques et étatiques émerge au début du dix-huitième siècle, sous l'influence des idées et des événements de la Réforme qui ont contribué à saper le concept de droit divin des rois. Pour la première fois, les notions modernes de liberté économique et politique commencent à prendre tournure. Ces idées, contemporaines de l'Age des Lumières, donnent naissance en Angleterre, en Ecosse et en France, à une vision de la société dans laquelle les individus guidés par la raison sont libres de choisir leurs destins sans être entravés par des coutumes et des règlements répressifs.

Ce qu'on appelle maintenant l'état de droit (*The Rule of Law*) – c'est-à-dire la protection du droit des personnes et de leur propriété – s'étend, encourageant les individus à produire, commercer et innover. Un système complètement nouveau d'entreprises commence à se développer, système qui semble déconcertant par sa complexité et ses conséquences, mais qui apparaît néanmoins avoir une certaine stabilité, comme s'il était guidé par une « main invisible ». Au milieu du dix-huitième siècle, ce sont les Physiocrates français qui tentent d'élucider le fonctionnement du système économique nouveau. Les principes rudimentaires du Tableau économique de Quesnay expliquent comment devrait fonctionner une économie gouvernée par l'ordre naturel et par le « laissez-faire, laissez-passer ». L'influence des Physiocrates s'estompe rapidement, tout comme celle des autres économistes politiques, lorsqu'il apparaît évident que leurs modèles sont, dans le meilleur des cas, incomplets.

La révolution smithienne

Il revient donc à Adam Smith d'identifier les principes généraux qui permettent d'éclairer conceptuellement le chaos apparent des transactions marchandes. En 1776, Smith réalise une des plus grandes prouesses de l'histoire intellectuelle : *Une enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*. L'essentiel du paradigme du marché libre de Smith reste applicable de nos jours.

Smith est sans nul doute inspiré par les Physiocrates, ainsi que par son ami David Hume, par Francis Hutcheson, son professeur à l'Université de Glasgow, et par bien d'autres acteurs de l'Age des Lumières. Les contributions des économistes politiques qui précèdent Adam Smith avaient déjà éclairci bien des pans de la vision globale de Smith. Mais la formidable analyse intellectuelle que Smith fait des processus marchands avance bien au-delà de celles de ses prédécesseurs.

Smith conclut que, pour accroître la richesse d'une nation, il faut que chaque personne, en accord avec la loi, puisse être « libre de rechercher à sa manière son intérêt personnel, et de mettre son talent et son capital en concurrence avec ceux des autres personnes ». « Ce n'est pas grâce à la bienveillance du boucher, du boulanger ou du brasseur, que nous obtenons nos repas, mais c'est parce qu'ils sont

soucieux de leur intérêt personnel ». L'individu est mu par son intérêt personnel, mais il est « conduit par une main invisible » à promouvoir le bien public, « alors qu'il n'avait pas du tout cet objectif ». L'affirmation qui précède est d'autant plus extraordinaire que, pendant la majeure partie de l'histoire humaine, la recherche de l'intérêt personnel, et, plus précisément, le désir de s'enrichir, a été considérée comme inconvenante et parfois même illégale.

Dès les premiers paragraphes de *la Richesse des Nations*, Smith reconnaît le rôle fondamental joué par l'augmentation de la productivité du travail par exemple lorsqu'il cite « le talent, la dextérité et le jugement avec lesquels le travail est généralement appliqué » comme un des déterminants essentiels du niveau de vie d'une nation. « Quels que soient, le sol, le climat, ou l'importance du territoire d'une nation, l'abondance ou la pauvreté de ses ressources dépendent de la puissance productive de son travail ». Plus de deux siècles de pensée économique n'ont pas ajouté grand-chose à cette intuition.

Smith, qui ne s'appuie que sur des données empiriques fort réduites et très peu formalisées, en tire des conclusions claires sur la nature des institutions et de l'organisation du commerce et il articule un ensemble de principes qui influencent profondément dès son époque une partie significative du monde civilisé. Les économies basées sur ces principes sont alors en mesure d'élever les niveaux de subsistance suffisamment pour permettre à la population de croître et, plus tard (beaucoup plus tard) créent les conditions matérielles qui déclenchent une augmentation de l'espérance de vie. Cette augmentation continue de l'espérance de vie ouvre la possibilité aux individus d'avoir des objectifs personnels à long terme, une possibilité qui était réservée à une infime minorité de la population dans les générations antérieures.

Le rôle décisif de « l'école classique »

Les idées de Smith ont un impact énorme et, en quelques décennies, elles font pratiquement partie de la vulgate économique. L'ancien pouvoir politique détenu par les propriétaires terriens cède la place à une nouvelle classe de marchands et d'industriels produite par la Révolution industrielle qui a débuté vers 1750. Les pressions montent en Grande-Bretagne et ailleurs pour faire disparaître les restrictions mercantilistes et les élites émergentes trouvent en Smith leur porte-parole et leur soutien.

Le soutien de Smith s'applique toutefois à la liberté des marchés et du commerce et non à la nouvelle classe d'entrepreneurs, dont Smith critique sévèrement les pratiques. Smith affirme simplement que les forces de la concurrence libérées par les individus qui poursuivent leurs intérêts personnels conduisent chaque personne à mieux faire. Une telle interaction compétitive, en encourageant la spécialisation et la division du travail, accélère la croissance économique.

La présentation essentiellement favorable que Smith fait du fonctionnement de la concurrence contrebalance les pressions en faveur de la réglementation des marchés face des excès évidents du *factory system* qui apparaît au début du dix-huitième siècle. Il est possible que si la *Richesse des Nations* n'avait pas été écrite, la Révolution industrielle aurait poursuivi son rythme impressionnant au dix-neuvième siècle. Mais il est également possible que sans la remarquable démonstration de la stabilité et de la croissance inhérentes à ce que nous appelons maintenant le capitalisme de marché libre, les avancées remarquables de la situation matérielle de nombreux pays auraient été entravées. Des pressions politiques auraient pu conduire à un renforcement des réglementations mercantilistes en réaction aux tensions créées par la concurrence et aux conséquences fâcheuses de l'industrialisation.

Smith est le premier de tout un groupe d'économistes politiques désormais baptisé « école classique ». Le plus important de ses successeurs est David Ricardo, courtier en bourse, parlementaire et écrivain. L'œuvre principale de Ricardo, *les Principes de l'économie politique et de l'impôt*, publiée en 1817, offre une analyse rigoureuse – mais moins optimiste – de la structure d'un système commercial complètement libre. Le mercantilisme est progressivement démantelé par les attaques politiques d'une classe industrielle montante que soutient intellectuellement l'école classique, et la liberté économique s'étend largement. Cette évolution atteint son apogée avec l'abolition, en 1846, des lois anglaises sur les céréales (*Corn Laws*). L'économie politique classique est désormais si largement acceptée qu'elle entraîne rapidement une réorganisation du commerce international dans la majeure partie du monde civilisé. Le traité de libre-échange entre la France et la Grande-Bretagne est signé en 1860 grâce aux efforts de Richard Cobden et de Michel Chevalier.

L'optimisme justifié d'Adam Smith

Adam Smith meurt en 1790, c'est-à-dire bien avant que son impact extraordinaire puisse être mesuré. Mais Ricardo vit jusqu'en 1823, et John Stuart Mill, un autre membre de l'école classique, ne disparaît qu'en 1873. On peut se demander si ces économistes et les autres premiers disciples de Smith trouveraient que l'environnement économique actuel leur paraît familier.

Dans un sens, c'est peu probable. Dans les pays développés, la famine est désormais quasiment inexistante. L'analyse des limites de la subsistance que fait, à la fin du dix-huitième siècle, Thomas Robert Malthus – et à laquelle souscrit de nombreux auteurs de l'école classique – s'est révélée totalement fautive.

Malthus base sa vision pessimiste sur l'idée que les forces de stagnation, présentes depuis toujours, vont persister : une population humaine dont la propension à croître est géométrique ne peut qu'être bloquée par les limites à la croissance de ses moyens de subsistance. Ayant observé que les rendements des récoltes n'avaient que marginalement augmenté depuis des millénaires, Malthus ne pouvait pas prévoir l'accroissement extraordinaire des rendements agricoles. En France, par exemple, les rendements du blé sont passés de dix quintaux par hectare au début du dix-huitième siècle à plus de cent quintaux au début du 21^{ème} siècle.

De plus, ceux qui vivaient au début du dix-neuvième siècle n'auraient guère pu imaginer que l'espérance de vie dans les pays développés aurait, deux siècles plus tard, en moyenne plus que doublé. Cette augmentation de l'espérance de vie résulte directement et indirectement en grande partie de l'augmentation de presque vingt fois du produit intérieur brut réel par tête depuis 1820, selon les estimations de Angus Maddison. [Cf. Angus Maddison, *The World Economy: Historical Statistics*, OCDE, 2004. L'ouvrage de Maddison étudie la croissance des populations et des économies depuis l'an 1000. Au cours de cette période, la population mondiale a été multipliée par 22 et le produit brut mondial par 300 fois]. Grâce à cette production largement accrue, la société a été capable de consacrer plus de ressources à l'alimentation, à l'amélioration de l'hygiène et à la santé.

Il faut cependant reconnaître qu'une bonne partie du monde en développement apparaîtrait malheureusement familière aux contemporains d'Adam Smith. La peste est présente sous la forme contemporaine du Sida, et l'espérance de vie dans de nombreux pays d'Afrique n'est guère différente de ce qu'elle était au niveau mondial il y a deux cents ans. Il y a toujours des régions du monde qui subissent des famines périodiques.

En dépit du fait que les salariés ont connu une augmentation extraordinaire de leurs niveaux de vie dans les pays développés et dans de nombreux pays émergents, les craintes que les travailleurs pouvaient éprouver ne sont pas complètement dissipées. Les évolutions technologiques actuelles et les restructurations d'emplois qu'elles engendrent n'ont pas déclenché des actes violents comme ceux des Luddites au début du dix-neuvième siècle, mais elles produisent néanmoins un fort sentiment d'insécurité de l'emploi.

En dernier lieu, les économistes classiques qui se sont confrontés à leur époque à l'arrière-garde du mercantilisme reconnaîtraient certainement dans les discours « anti-capitalistes et anti-liberté des échanges » contemporains les mêmes attaques réactionnaires.

Mais, en dépit de toutes les insuffisances économiques actuelles, il n'y a aucun doute à avoir : la Révolution industrielle et l'émergence du capitalisme de marché libre ont élevé la civilisation à un niveau matériel qu'on ne pouvait pas imaginer il y a deux siècles. La fin du dix-huitième siècle et le début de la croissance extraordinaire des niveaux de vie et de population après des millénaires de stagnation virtuelle constituent bien un des tournants majeurs de l'histoire de l'humanité.

Et, à de rares exceptions, ce progrès continue à se poursuivre de nos jours. Le PIB réel par tête moyen des habitants de la planète a augmenté de 1,2 % annuellement depuis 1820, ce qui représente un doublement des niveaux de vie tous les cinquante-huit ans. Au cours de la même période, la population mondiale a été multipliée par six. Au cours des deux millénaires précédents, les revenus par tête moyens dépassaient à peine les niveaux de subsistance minimaux nécessaires pour soutenir une croissance à peine visible de la population.

Les critiques de l'économie de marché libre

Les idées d'Adam Smith continuent à résonner de nos jours comme elles l'ont fait après la publication de la Richesse des Nations. Mais, au cours des 242 années écoulées depuis la parution du livre, le

rayonnement des contributions d'Adam Smith a fluctué au même rythme que l'acceptation du capitalisme de marché libre.

Après l'acceptation initiale à la fin du dix-huitième siècle, le nouvel ordre économique a tout de suite déclenché des critiques. C'est la Révolution industrielle qui crée les « sombres fabriques sataniques » et toute la misère qui leur est associée. Il est certain que la vie est misérable pour une fraction significative de la population au début de la Révolution industrielle. Peu importe qu'à peine cinquante ans plus tôt, la majeure partie de ces malheureux n'aurait pas atteint l'âge adulte. Cette misère très visible et les efforts désespérés que font ces malheureux pour obtenir leur subsistance inspirent néanmoins dès les premières décennies du dix-neuvième siècle des propositions d'organisation économique très différentes de celle de Smith.

Robert Owen, confortable chef d'entreprise anglais, affirme, en opposition à la « main invisible » de Smith, que le laissez-faire sans restriction ne peut conduire qu'à la pauvreté et à la maladie. Il prend la tête d'un groupe de « Socialistes utopiques » qui prônent des « villages de coopération ». En 1826, Owen crée une communauté de ce type, baptisée *New Harmony*, aux Etats-Unis d'Amérique. Au bout de deux ans, les conflits internes entraînent la fin de cette expérience et beaucoup de commentateurs de l'époque considèrent que le projet d'Owen s'oppose aux lois de la nature humaine, qui font partie de l'ordre naturel.

Karl Marx n'éprouve aucune considération pour Owen et ses « Socialistes utopiques », et il est, au contraire, attiré par la rigueur intellectuelle de Smith et, plus encore, de Ricardo, qui, selon lui, décrit correctement - jusqu'à un certain point - l'évolution du capitalisme. Comme chacun sait, Marx voit le capitalisme comme une transition vers l'émergence inévitable du communisme.

A la différence de Marx, les « Socialistes Fabiens » qui apparaissent à la fin du dix-neuvième siècle, défendent l'idée d'évolution plutôt que de révolution pour aller vers une société plus collectiviste. De nombreuses propositions pour la plupart judicieuses de limitations du laissez-faire avancées par les Fabiens et d'autres réformistes sont d'ailleurs passées dans les législations.

Toutefois, en dépit des critiques généralisées du capitalisme de marché, les niveaux de vie continuent à progresser tout au long du dix-neuvième siècle et la population mondiale bondit pour atteindre plus de un milliard et demi d'habitants vers 1900. Les progrès majeurs de l'espérance de vie au début du vingtième siècle sont largement dus à l'amélioration de la fourniture d'eau potable, et cette amélioration remarquable reflète l'accroissement du stock de capital disponible et l'augmentation de la richesse.

Pendant tout le dix-neuvième siècle, les critiques du capitalisme insistent sur les comportements abusifs du patronat. Les marxistes dénoncent l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, tandis que d'autres critiques s'en prennent aux monopoles qui sont présentés comme la conséquence inéluctable du capitalisme sauvage. Smith lui-même avait noté le problème en indiquant : « Les gens de la même branche se rencontrent rarement même pour se divertir, mais leur conversation se termine toujours par une conspiration contre le grand public, ou en une machination pour augmenter les prix » [*Wealth of Nations*, I, 10, 82].

Et pourtant le niveau de vie du travailleur moyen s'élève de façon inexorable au dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle, ce qui constitue un contrepoids politique efficace à la diffusion générale des idées socialistes. Comme l'agriculture constitue toujours la principale activité économique de l'époque à être la principale activité économique, les récessions industrielles, qui surviennent périodiquement, ne suscitent pas de réactions politiques suffisamment sévères pour ébranler l'ordre capitaliste.

L'impact de la Grande Dépression des années 1930

Les écrits de Jean-Baptiste Say, l'important disciple français de Smith du début du dix-neuvième siècle, ont une importance déterminante dans ce domaine. Say affirme que l'offre crée sa propre demande et il en conclut que les contractions marquées de l'activité économique doivent disparaître avec le temps. L'acceptation générale de la Loi de Say et la confiance qu'elle donne dans la stabilité interne d'un système de prix basé sur le marché sont des facteurs déterminants qui freinent l'intervention des gouvernements dans les périodes de crise économique, en particulier à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle.

Mais la Grande Dépression des années 1930 remet sérieusement en cause les conclusions optimistes

des économistes classiques, et en particulier de la Loi de Say. A mesure que la stagnation économique des années 1930 se prolonge, l'idée selon laquelle le capitalisme retourne automatiquement à la stabilité est de plus en plus déconsidérée sous les coups de boutoir de John Maynard Keynes

L'accroissement significatif de l'intervention des gouvernements dans les marchés, une sorte de retour partiel au mercantilisme, représente peut-être une réaction inévitable à la détresse de la Grande Dépression. L'influence des idées de Marx progresse à la même époque dans les pays occidentaux, sans doute parce que la répression de masse en Union soviétique, le principal pays qui pratique les idées de Marx, n'est pas encore largement connue avant la Seconde guerre mondiale. Certains économistes, comme Joseph Schumpeter, estiment que le capitalisme ne peut pas survivre.

Mais des failles dans l'opportunité du pilotage « keynésien » de l'économie par les gouvernements apparaissent rapidement au cours des années qui suivent la Seconde guerre mondiale et ces failles s'élargissent au fil du temps. L'économie anglaise très contrôlée après 1945 subit des crises à répétition dans les années 1950 et 1960. Aux Etats-Unis, les politiques macroéconomiques déséquilibrées conduisent à une accélération graduelle de l'inflation dans les années 1960. L'application de contrôles sur les prix et les salaires pour freiner l'inflation croissante des années 1970 se révèle inefficace et inapplicable. L'idée selon laquelle l'Union soviétique rattrape les pays occidentaux semble de moins en moins sérieuse au début des années 1980, même s'il faut attendre la chute du « Mur de Berlin » en 1989 pour que soit exposée la ruine économique derrière le « Rideau de fer » et que le concept de « supériorité du socialisme » soit enfin totalement discrédité longtemps après que des auteurs comme Ludwig von Mises et Friedrich Hayek aient démontré l'impossibilité d'un tel système.

La division du monde en deux blocs après la Deuxième guerre mondiale a entraîné pendant plus de quarante ans une expérience inattendue de comparaison entre systèmes économiques, en quelque sorte Smith contre Marx. Les résultats, évidents depuis la disparition du « Rideau de fer », sont sans équivoque en faveur des économies de marché. Les conséquences sont extraordinaires. Le long débat entre les avantages respectifs des économies organisées autour de marchés libres et celles dirigées par la planification centralisée est terminé. Plus personne ne parle de planification centralisée, ce qui laisse comme seul paradigme efficace d'organisation économique les principes de Smith et de ses disciples, à peine revus sur certains détails. La grande majorité de pays en développement s'est ainsi discrètement orientée vers des économies plus orientées par le marché.

La remise en cause des politiques interventionnistes dans les pays à économie de marché

Bien avant l'effondrement du monde soviétique, les distorsions induites par les réglementations sont apparues de plus en plus gênantes dans les pays développés. Dès les années 1970, l'administration américaine, soutenue par les deux partis du Congrès, déréglemente des pans entiers des secteurs des transports, des communications, de l'énergie et des services financiers. Des évolutions semblables ont lieu dans bien d'autres pays. L'objectif affiché est de favoriser la concurrence qui est de plus en plus considérée comme un aiguillon favorisant la croissance de la productivité et des niveaux de vie, comme l'affirmait Adam Smith. La réduction lente mais continue des barrières aux activités commerciales et financières transfrontières participe à ce démantèlement des rigidités économiques.

Dès les années 1980, le succès de cette stratégie – en particulier aux Etats-Unis - confirme que l'assouplissement des contraintes sur les entreprises améliore la flexibilité de l'économie. La flexibilité implique une réaction plus rapide aux chocs, une capacité plus grande à absorber les conséquences du ralentissement et une reprise plus rapide par la suite. L'amélioration de la flexibilité présente l'avantage de permettre aux économies de marché de s'ajuster automatiquement et de ne pas dépendre des décisions des hommes politiques, qui souvent arrivent trop tard ou sont mal orientées. De telles propositions développées par des auteurs comme Milton Friedman qui, sous certains aspects, se font l'écho de Jean-Baptiste Say, contribuent très clairement à l'appréciation renouvelée au vingt-et-unième siècle des contributions d'Adam Smith.

La rationalité des agents économiques

La pensée économique néo-classique, telle qu'elle a été précisée et formalisée par des auteurs comme Alfred Marshall, met l'accent sur la concurrence sur le marché entre des participants économiques

rationnels mus par leurs intérêts personnels. Les préférences de ces participants sont révélées par leurs actions sur le marché. Mais l'origine ultime de ces préférences est supposée sortir du domaine de la science économique.

L'objectif d'Adam Smith était plus large. Il avait cherché dans sa *Théorie des sentiments moraux*, publiée près de vingt ans avant la *Richesse des nations*, à se plonger dans les fondements des motivations humaines et de leurs interactions. Il avait conclu que la sympathie humaine, qui encourage les institutions favorables aux interactions, est un élément majeur de la cohésion sociale.

Au cours des deux siècles passés, les chercheurs ont largement étudié ces questions, mais notre compréhension de l'origine des préférences innées reste largement déterminée par les débats de l'Age des Lumières. Les travaux d'économistes contemporains comme Vernon Smith montrent que la grande majorité des décisions économiques correspond bien aux hypothèses faites antérieurement selon lesquelles les individus agissent généralement selon leur propre intérêt. S'il n'en était pas ainsi, les variables économiques varieraient beaucoup plus que ce qu'elles font habituellement sur les marchés. D'ailleurs, sans l'hypothèse de rationalité du comportement individuel, les courbes d'offre et de demande des économistes classiques ne se couperaient pas, ce qui éliminerait la possibilité de prix déterminés par le marché ! Plus concrètement, on imagine mal comment l'énorme réseau des transactions internationales actuelles serait capable de produire la stabilité économique relative que nous vérifions chaque jour si ces transactions n'étaient pas guidées par une sorte de version internationale de la « main invisible » de Smith.

Il ne faut pas en conclure que les individus se conduisent toujours rationnellement dans les transactions commerciales. C'est ce qu'affirme le courant des économistes-psychologues qui étudient le comportement humain pour en montrer la rationalité limitée (*Behavioral Economics*). Les bulles périodiques sur les marchés immobiliers et financiers sont la preuve du contraire. Mais, de façon générale, la description des processus économiques qu'a développée Smith, et que d'autres auteurs ont depuis approfondie, semble décrire de façon adéquate les déterminants actuels du commerce mondial et de la richesse des nations.